

## Démonstrations de joie après l'annonce des résultats

**(Syfia Grands Lacs/RD Congo) L'euphorie a gagné la ville de Kisangani dès la publication des résultats provisoires des présidentielles. Mais cette liesse populaire n'est pas partagée par tous, certains s'interrogent sur la légitimité d'un président rejeté par près de 52% des électeurs.**



© Mongongo

Vendredi 9 décembre, vers 13 h 30, les habitants de Kisangani deviennent fébriles. Le commentateur de la Radio télévision nationale vient d'annoncer, depuis la salle de conférence de la Ceni à Kinshasa, que dans 30 minutes le président de la Ceni, le pasteur Ngoy Mulunda fera connaître les résultats. Les amis se téléphonent, les rues se vident, les magasins, boutiques et échoppes ferment, les vendeurs du marché central s'en vont. Les uns rentrent chez eux par crainte d'éventuels troubles, d'autres s'agglutinent devant les postes téléviseurs des bistrotts, des alimentations et discothèques.

L'impatience les gagne. Le président tarde à prendre la parole. Lorsqu'il la prend, son long discours bilan et la publication des résultats candidat par candidat et province par province, agace certains. "Mais qu'il donne directement les chiffres de deux premiers, il parle trop", entend-t-on dans la foule.

Au siège provincial du PPRD, une trentaine de militants suivent également devant un poste téléviseur. Certains notent les résultats dans leurs carnets. Au moment de la signature des procès verbaux, ils sont inquiets, ils pensent que les membres de l'opposition qui sont dans le bureau de la Ceni vont refuser de signer. C'est la joie et le soulagement à chaque fois que l'un d'eux signe. Quand le président donne les résultats globaux du pays et crédite Joseph Kabila de 48,95 %, sans écouter le reste, certains

membres soulèvent leurs chaises et quittent la salle pour faire exploser leur joie.

Dans la ville, les gens sortent de leurs maisons, sifflent et des marches spontanées commencent. Klaxons des motos et véhicules, Des groupes de jeunes, en majorité de jeunes garçons et filles mineurs, sortent de toutes les communes et marchent jusque dans la nuit vers le centre ville. Certains transportent des cercueils pour montrer que Tshisekedi est enterré, d'autres transportent et mettent des chaises sur les voitures pour dire que le fauteuil présidentiel est pour Kabila. D'autres encore n'ont pas hésité de marcher presque nus.

### Victoire controversée

"Il a donné la paix, il a lancé les cinq chantiers, laissons le terminer...", s'exclame une maman. De l'autre côté de magasin Beltexco, une restauratrice souligne que grâce à Kabila qui a réhabilité les routes, elle voyage aujourd'hui jusqu'à Kampala par bus. Sur les antennes de la radio télé nationale, un proche du gouverneur "soutient que cette victoire en Province orientale est le résultat du travail d'implantation du parti présidentiel par le gouverneur de province dans tous les coins de la province." "Le choix des électeurs n'est pas respecté car si vous parlez avec chaque Congolais, il vous dira que ça va mal. Alors comment on pouvait voter pour Kabila ?" s'interroge pour sa

part un ingénieur agronome.

Devant l'immeuble du complexe commercial BAKAM, tout près du bâtiment de la poste, des jeunes qui observent cette euphorie populaire s'engagent dans une chaude discussion. Franck, un jeune membre de l'opposition qui croyait à la victoire de Tshisekedi critique les chiffres : "33 millions d'enrôlés, 18 millions de votants et 8 millions pour Kabila, il manque de légitimité !" Albert, étudiant en droit lui fait comprendre "que une fois élu, Kabila est le président de tous, opposition comme majorité. L'écart de voix est considérable même si l'on parle de fraude et de recours à la Cour suprême de justice". Dans un Nganda, plein de monde où on a balancé les chansons électoralistes de Kabila, M.B. estime lui que 52% des congolais ont dit non à Kabila et qu'il doit travailler maintenant dur.

"Nous avons du mal à confronter les résultats que nous avons avec ceux de la Ceni. Car la Ceni publie globalement les résultats, nous aimerions que ces résultats soient publiés par circonscription électorale et bureau de vote pour comparer" explique un membre de la coordination des observateurs de la Commission épiscopale justice et paix de l'Eglise catholique. Selon lui, si à Kisangani ville, le président Kabila a gagné, il a perdu dans les autres circonscriptions électorales comme à Dungen, Faradje,...

Pépé Mikwa

### A LIRE EN PAGE...

2

- Dépouiller les bulletins dans l'obscurité
- Le candidat des pauvres caracole en tête
- Les candidats endettés poursuivis par leurs créanciers

4

- Tout est bon pour s'évader de la prison centrale
- Les sidens traités mais pas soutenus

6

- Les femmes très impliquées dans les élections
- Les élections et la crue du fleuve font flaber les prix

8

- Kazi zilizoanzishwa na wagombea zimechelewa
- Mashahidi waangalifu ni wengi lakini wenye upendelevu

## Les ouvrages "électoraux" délaissés par les candidats

**Maintenant que les élections sont passées, les habitants de la ville craignent que les travaux lancés par certains candidats pour avoir leur voix restent inachevés ou que certains, mal faits, ne durent guère.**

Durant la campagne électorale et les semaines précédentes, des candidats députés ont fait don d'ouvrages d'intérêt communautaire à la va vite pour s'attirer la sympathie des électeurs. Ils répondaient parfois aux besoins exprimés par les communautés qui exigeaient des candidats de faire ce que le gouvernement n'a pas fait en cinq ans. Certains ont jeté des ponts, d'autres construits des écoles et maternités, d'autres encore ont remis des transformateurs et câbles électriques pour des quartiers restés longtemps dans le noir. Certains de ces ouvrages n'ont cependant pas été construits selon les règles de l'art. D'autres encore restent

inachevés et les habitants se demandent si les candidats qui n'ont pas obtenu les suffrages escomptés vont les parachever.

### Des travaux en veilleuse

Sur la 4<sup>ème</sup> avenue Kabondo à une centaine de mètres de Camp sergent Ketele, un ponceau construit par un candidat n'est pas encore praticable car la surface n'est pas encore aplaniée. "Les élections sont passées, poursuivra-t-il ces travaux en cas d'échec", s'interroge Jean-Louis, habitant sur la 3<sup>ème</sup> avenue.

D'autres ponceaux sont ainsi inachevés : sur l'avenue Basongue au plateau boyoma dans la

(suite à lire page 2)

## Dépouiller les bulletins dans l'obscurité

À l'école primaire Mikaeli à 17 km de la ville de Kisangani, il fait nuit à 18h30 quand arrive l'heure du dépouillement des votes. Dans la petite salle de classe, on allume les lampes à pile, on démonte les



isoloirs en carton pour les étaler par terre. Les agents de la Ceni descendent les urnes et renversent celle avec les bulletins pour les présidentielles sur le sol. Deux agents de la Ceni, assis par terre déplient les bulletins un par un et cherchent les petits signes qui indiquent le vote. Une dizaine de témoins les observent attentivement mais, dans l'obscurité, ils ont bien du mal à les voir. Deux témoins, un de la majorité et un de l'opposition demandent alors de se rapprocher de plus près. Certains allument la torche de leur téléphone portable. D'autres pointent minutieusement les décomptes.

Deux autres agents de la Ceni, assis à des bureaux d'écoliers, notent les résultats. Quand le nombre de bulletins dépasse d'un le nombre de votants, les témoins exigent de recompter la liste d'émargement. "Ne nous tuons pas, recomptons calmement", lance un observateur pour calmer certains témoins qui s'énermaient contre le président. Après le décompte, l'erreur est retrouvée, tous rient et on continue. Mais au moindre doute, on reprend les comptes

Pour déclarer un bulletin nul, le président de bureau prend son manuel de procédures pour convaincre les témoins qu'il a raison. Vers 21 heures, le dépouillement de la présidentielle est fini et on remplit les procès verbaux. Après une petite pause, on passe au dénombrement des voix de députés sur des bulletins de 8 pages où il faut chercher le petit signe coché dans la case vide. Un travail fastidieux qui emmènera les équipes jusqu'au-delà des petites heures du matin.

Pépé Mikwa

## Les ouvrages "électoraux" ... par les candidats

commune Makiso et le pont qui mène vers le cimetière de Katanga dans la commune de Lubunga, sur la rive gauche du fleuve Congo, construit trop court par rapport à la largeur de la rivière, en planches minces... L'association Campus qui regroupe, les riverains de ce cimetière s'étaient opposés à la construction d'un pont en planches. "Nous leur avons dit de le construire en béton armé ou de laisser s'ils n'ont pas assez d'argent pour bien le faire", témoigne un jeune mécon-

tent de ces travaux. Ici, les habitants mettent les pieds dans l'eau, le cercueil sur les épaules de quatre braves pour aller au cimetière.

Ailleurs, c'est l'électricité qui était promise mais là aussi cela ne fonctionne guère. Dans la cabine électrique située à l'E.P. Mwangaza, un transformateur placé depuis un mois n'est pas encore fonctionnel. "Quelqu'un dormait à l'intérieur. La population doit encore patienter car la Snel est entrain d'effectuer les travaux pour sa remise en

état", explique le premier suppléant du candidat.

Des câbles électriques remis par les candidats pour alimenter certains quartiers ne peuvent pas accueillir plusieurs raccordements. "Avant la population utilisait des câbles dénudés avec le risque d'électrocution", se défend pourtant un proche d'un candidat. Au quartier Wagenia, la cabine de haute tension avec un transformateur construite par un candidat n'est pas encore utilisée faute de câbles pour distribuer le courant aux abonnés. "Il nous a assuré que les câbles et quatre autres transformateurs pour les autres quartiers sont déjà commandés à Kampala", souligne ce quinquagénaire qui assure la garde de cette cabine.

### Des ouvrages appréciés des habitants

Quant ces réalisations d'intérêt général auxquelles les habitants conditionnaient leurs votes fonctionnent, elles sont appréciées. Sur des avenues jadis inaccessibles aux motos ou aux véhicules, des passerelles ont été jetées. "Il y avait plusieurs accidents ici car c'est une planche qui nous permettait de traverser. Nous sommes très reconnaissant à l'égard de ce candidat", déclare un étudiant sur la première avenue Tshopo admirant un ponceau en planche. Les habitants de l'avenue Kiwele, vers l'OKIMO et le camp Q.G. ont le courant après trois ans passé dans le noir. "Nous avons demandé à un candidat de nous aider avec des matelas mais voilà, il nous a construit toute une maternité d'une capacité de 25 lits", se réjouit aussi Marie Jeanne Bofanda, administratrice du foyer social de Kabondo.

Christian Uzilo



**Kisangani**

# De très nombreux témoins vigilants mais pas toujours neutres

**(Syfia Grands Lacs/Kisangani) Très nombreux les témoins des partis politiques présents dans les bureaux de vote pour s'assurer du bon déroulement des scrutins, en ont souvent profité pour influencer sur le choix des électeurs. Cependant, malgré leur fatigue, ils ont surveillé attentivement le décompte des voix. Reportage à Kisangani.**



© Mongongo

Dès 5 h du matin, ce 28 novembre, les témoins des partis politiques, regroupements et candidats indépendants ont commencé à prendre d'assaut les bureaux de vote à Kisangani et dans les alentours. *“Ne commencez rien sans nous !”*, lance l'un d'eux aux agents électoraux qui arrangent encore le matériel dans un bureau de vote à 17 km de la ville à l'école primaire Mikaieli sur la route Ituri. D'autres ne sont arrivés qu'après le début du scrutin.

Dans tous les bureaux de vote, les présidents ont eu du mal à gérer les témoins tellement ils étaient nombreux. A l'école Mikaieli, les deux bancs réservés pour eux étaient pleins. Pour ne pas encombrer le bureau, le président leur demandait de s'y relayer.

Des témoins de l'opposition et de la majorité étaient présents dans tous les centres. Parfois, on trouvait même deux témoins d'un même parti politique qui ne se connaissaient pas alors que la loi n'en prévoyait qu'un par parti.

Certains portaient des badges des partis dont ils oubliaient qu'ils étaient membres même quand le président leur posait la question. Beaucoup n'était pas très actifs. A l'école primaire Limanga à Mangobo, un témoin s'est profondément endormi. *“Que diras tu à ton chef ?”*, lui demanda la présidente de bureau de vote. D'autres manipulaient leurs téléphones et ne prenaient presque pas de notes. D'autres encore n'avaient pas le même nom sur leur badge et sur leur carte d'électeur. *“Certains sont sans formation et ne connaissent pas les manuels de procédure de vote”*, explique un président de bureau de vote qui refuse l'accès à l'un d'eux pour identité douteuse.

## Témoins et observateurs électoraux dans la rue pour être payés

Pour assurer la transparence et la crédibilité des élections du 28 novembre dernier, des partis politiques, regroupements politiques et candidats indépendants ont accrédité de nombreux témoins dans les bureaux de vote. De leur côté, certaines organisations de la société civile ont réparti des observateurs dans de nombreux centres pour surveiller le déroulement des scrutins.

Selon Marien Mwamba, politologue, *“ce sont des partis qui n'ont pas de militants réels. Ils ont pris des jeunes par ci et par là pour faire ce travail. Ces jeunes n'ont aucun intérêt même affectif parfois pour le parti. Pour eux, ce qui compte ce n'est pas la victoire du chef de parti mais bien leur argent. S'ils étaient réellement membres du parti, ils auraient été nourris mais pas payés.”*

Mais après une journée et une nuit fatigante parfois sans manger, ni boire pour suivre les scrutins puis le dépouillement des votes, la plupart des témoins ont réclamé leur argent entre 5 à 10 \$ dès le lendemain, le mardi 29 novembre. Sous le coup de 12 h, environ 200 témoins de la Fondation du Congo (FC), un parti de la majorité présidentielle, sont descendus dans la rue, direction la résidence du président du parti pour réclamer leur prime. *“Nous avons travaillé pendant trois jours, donnez nous notre argent”*, clamaient-ils. Ce qui a été enfin fait, précise un cadre de FC. Même problème à l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Selon son président fédéral, leurs témoins sont des militants du parti qui ne doivent être payés. Lundi 5 décembre, des observateurs nationaux de l'Ong CASE, après un sit in devant leur bureau, ont porté plainte à l'inspection provinciale de la police.

Le 3 décembre, des témoins du Parti lumumbiste Unifié (PALU) ont, pour leur part, envahi le siège de ce parti d'Antoine Gizenga. Ils ont séquestré son responsable jusqu'à ce que leur hiérarchie à Kinshasa les appelle au calme. *“On nous a dit, il n'y a pas d'argent sur place, nous finirons par casser le bureau et s'emparer des chaises en plastique”*, déclare l'un des manifestants.

Trésor Mokiango

## “Accompagner” les votants dans l'isoloir

Souvent ces témoins ont accompagné les votants dans l'isoloir, surtout les analphabètes et les personnes du troisième âge, incapables de se retrouver dans ces bulletins de vote qui comptaient 8 pages pour les législatives ; avec l'autorisation du président du bureau lorsque l'électeur votait pour le candidat du témoin. *“Le chef de centre a permis à une femme d'accompagner plus de 30 personnes qui ne peuvent pas voter eux mêmes dans l'isoloir”*, s'indignait une observatrice en colère auprès du président d'un bureau de vote de E.P. Mituku Mangobo. Alors que la loi ne l'autorise qu'une seule fois pour une personne.

Dans de nombreux bureaux de vote dans la commune Lubunga sur la rive gauche du fleuve Congo, des témoins très présents vantaient les œuvres de tel ou tel candidat devant les électeurs dans la file d'attente. Une femme s'en est plainte au centre de vote du Lycée Mufaume auprès du responsable de la police. Au collège Maele, certains témoins proposaient de l'argent (5 \$) aux électeurs pour qu'ils votent pour leur candidat. *“En sortant du bureau, il m'a plutôt remis 1000 fc au lieu de 5\$”*, témoigne une électrice.

A l'école primaire Maendeleo, d'autres représentants de partis politiques, assis sur les fenêtres de la salle, les autres debout entre les isolements au risque de violer le caractère secret du scrutin, ont outrepassé leurs pouvoirs. *“Non, je sais la personne pour qui je vote”*, a rétorqué à haute voix un quinquagénaire à un témoin qui le suivait dans l'isoloir.

Ailleurs, une fille avec un badge de témoin attaché à sa chemise a joué le rôle du premier assesseur (qui oriente l'électeur dans le bureau de vote) pour recevoir les électeurs dans un bureau de vote. *“Elle aide le premier assesseur qui est un peu lent,”* se justifie le président. A l'E P Kabondo, certains témoins faisaient des mimiques pour indiquer aux électeurs qui entraient pour qui voter. *“Madame, tu n'es pas là pour saluer tout le monde !”*, a intimé le président à l'un d'eux.

## Affamés et fatigués

Dans l'après-midi, certains de ces envoyés des candidats ont commencé à s'endormir sur les bancs, comme à l'école Kabondo. *“Depuis le matin, je n'ai même pas bu de l'eau”*, déclare l'un d'eux. Rares sont les candidats et partis qui ont pensé à les nourrir : du pain, une boîte à sardine et une bouteille d'eau minérale pour les témoins de la Fondation du Congo (FC), des biscuits et sachets d'eau pour ceux de la Convention pour la république et la démocratie... Certains ont touché une prime inférieure au coût du transport et ont affirmé faire du bénévolat.

P.Mikwa, E.Mukuli, H.Basea, T.Boyongo, A. Makanisi, T.Mokiango, C.Uzilo



© Mongongo

# Les femmes très impliquées dans les élections

**(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) Les femmes de Kisangani ont été très présentes lors des scrutins de fin novembre, comme électrices d'abord et comme observatrices nombreuses et attentives. Mais aucune des 25 candidates, souvent mal connues des habitants, ne serait élue selon les premiers résultats.**

**A** Candidates ou témoins de partis politiques, agents de la CENI ou observatrices, simples électrices... À Kisangani, tout le monde s'accorde à constater que les femmes ont massivement participé aux élections du 28 novembre, plus encore que lors du précédent scrutin en 2006.

Au niveau des candidatures, elles peinent cependant encore à s'imposer. Elles n'étaient ainsi que 25 (contre 22 en 2006) sur 232 candidats pour... 5 sièges dans la circonscription de Kisangani. Les premiers résultats sortis des urnes semblent également décevants. "Nos contacts dans les bureaux de vote ont révélé qu'aucune femme n'a été élue", explique Maguy Libebele, journaliste, membre de la synergie des radios communautaires ayant couvert les élections. Ainsi, selon les dernières tendances, Marie-France, candidate de la Convention des Congolais unis (CCU) n'était pas donnée favorite... Pourtant, il y a deux mois, elle croyait dur comme fer à sa victoire : "Je dis aux gens que pour nous femmes réussir cette élection est une deuxième indépendance, sinon ce sera la descente aux enfers !"

## "Se battre comme les hommes"

Si elles tardent à se faire élire, certaines sont toutefois davantage reconnues dans les états-majors politiques. "Ma fonction m'a demandé beaucoup de militantisme. Quand notre candidat se décourageait au regard des tendances du scrutin, nous ne cessions de l'encourager. La pression, nous l'avons supportée tout autant que les hommes !", affirme Nana Omoyi Lonu, directrice de campagne d'un candidat de la majorité présidentielle. "Ce travail était un test pour moi. Je pense me présenter comme candidate aux élections 2016", ajoute-t-elle.

À Kisangani, pour être élues, les femmes devront auparavant faire des efforts en direction des quelque 300 000 électeurs, en particulier de leurs électrices faiblement lettrées, de plus en plus nombreuses à voter. "Ces femmes n'ont entendu que certains noms. Les candidates ont été invisibles lors de la campagne", constate Bernadette Uliel, présidente de l'AEPUKIS, Association des épouses des professeurs de l'Université de Kisangani. "Je ne peux pas voter pour quelqu'un que je connais mal. Les hommes, eux, sont allés voir les femmes jusque dans le marché", observe une journaliste.

Une remise en question qui touche aussi les associations féministes, la plupart des candidates ayant été formées par différentes OSC : COF (Collectif des femmes), CAFCO (Cadre permanent de concertation de la femme congolaise), AMACCO (Association des mamans commerçantes du Congo),

etc. Cette membre de CAFCO, qui a requis l'anonymat, pense ainsi que "la mobilisation des électrices et le soutien aux candidates sont venus très tard. Il faudrait rectifier le tir pour les élections provinciales à venir." Certains plaident pour des actions de plus grande ampleur. Pour le professeur Casimir Ngumbi de l'Université de Kisangani, "il faut battre une campagne de rappel, c'est-à-dire avoir été depuis longtemps en contact avec les populations avec des moyens conséquents. Se battre comme les hommes, la parité passe aussi par là !"

## Observatrices consciencieuses

À condition, toutefois, de ne pas tomber dans les mêmes travers que leurs homologues masculins... "Les femmes veulent toutes être chefs. Pourquoi se présenter à 25 au lieu de 2 ou 3 ? Si elles avaient été moins nombreuses, les autres auraient eu un plus petit nombre à soutenir", propose sœur Joséphine, de la congrégation de la Sainte Famille, formatrice d'observateurs. Elles devront sans doute aussi être plus solidaires entre elles. Bernadette Uliel regrette ainsi de n'avoir reçu que 200 des 400 représentantes de femmes des Osc attendues pour un culte de solidarité avec les candidates et seulement 15 des 25 candidates invitées. "Du 21 au 24 novembre, notre campagne a mobilisé des centaines d'électrices pour écouter les candidates, mais elles sont trop peu venues. Certaines ont même déclaré avoir oublié le rendez-vous...", regrette, sous anonymat, un membre du CAFCO.

Globalement, les femmes se sont plus impliquées en tant qu'agentes ou observatrices dans les bureaux de vote. "Il y avait cinq femmes dans mon bureau : l'assesseur, l'assesseur suppléant, deux observatrices et moi-même !", énumère fièrement Detty Abanakyeso, enseignante, présidente d'un bureau de vote dans la commune de Kabondo, qui ne comptait que deux hommes.

Selon Cosmas Kono, coordonnateur provincial de la Commission diocésaine justice et paix dans l'archidiocèse de Kisangani, "sur les 258 observateurs formés, 40 % étaient des femmes". Et à en croire sœur Joséphine, elles ont fait un travail de qualité : "Au bureau de vote du collège Maele, sur une vingtaine de témoins, j'ai compté deux femmes seulement, mais, la plupart des hommes ont dormi pendant le dépouillement et sont partis sans avoir signé les procès-verbaux, alors que les deux femmes ont veillé jusqu'à la signature de ces PV le lendemain matin à 8 heures."

Jean Fundi Kiparamoto

# Les sidéens traités mais pas soutenus

**Depuis un an les sidéens sous anti-rétroviraux (ARV) estimés à plus de 1500 peinent à vivre. Plusieurs projets qui les assistaient ont fermé et l'Etat n'a pas pris la relève.**

**M**aman L., la trentaine, femme seule et mère de six enfants, qui tient un bébé chétif de quelques mois dans les bras, est sidéenne. Mais depuis quelques mois, il ignore l'évolution du virus dans son corps faute d'argent pour le test. En plus des coûts des médicaments pour se soigner elle et son enfant de quatre ans atteint lui aussi, il lui faut plus de 20 000 Fc (22,2\$) par mois pour payer le loyer, la scolarité de trois de ses enfants, et les nourrir. Deux qu'elle scolarise seule n'étudient plus. Grâce à quelques gobelets de riz et haricots achetés à crédit, son unique revenu est la gargote (Malewa) qu'elle tient et qui lui procure entre 1 et 2 \$ par jour. "Tel que tu me vois, ce n'est pas ma santé normale. Je maigris à cause de soucis de tout faire sans aucune assistance...", confie-t-elle d'une voix faible et tremblante.

C'est le chemin de croix que traversent de nombreuses Pvv (personnes vivant avec le Vih) sous Arv. "On peut bien prendre les Arv, mais, sans manger, on a des vertiges et on s'évanouit", explique Ma C., veuve et mère de quatre enfants. "Un ami n'en prend plus, car il n'a pas à manger me dit-il", lâche Maman L.

Avant, ils recevaient des projets de certaines organisations de lutte contre le Sida qui ont fermé, la ration, certains les frais scolaire pour les enfants,... D'autres ont été formés à la couture et fabriquer du savon pour subvenir à leurs besoins, mais "sans moyen on n'en fait plus", reconnaît Stanis Wemba. L'Ucop compte sur les recettes de son atelier de couture et la bureautique pour survivre.

## Prise en charge difficile

De nombreuses organisations arrivées en fin de projet ont fermé en 2010 ou ne font plus d'activité d'envergure. Le plus grand projet était celui de la Coopération technique allemande (Gtz) qui assistait au moins 90% des malades. Désormais, il y a moins de dépistage dans les centres de santé parce qu'il est désormais payé et les formations sur le sida sont rares.

Dans la commune de Mangobo, l'Ong Parlons sida prend en charge encore l'assistance spiri-



tuelle et psychosociale, les factures des médicaments de quelques uns, les nourrit, scolarise les orphelins,... mais, sans moyens suffisants elle va suspendre ses aides. Déjà, des 128 enfants scolarisés l'année passée, 38 seulement le sont cette année.

Ces derniers ont du mal à être pris en charge et à vivre. En fin de projet, la GTZ les a affectés dans les hôpitaux et centres de santé proches d'eux pour les suivre et recevoir les médicaments. Le trimestre qui a suivi cet arrêt, le corps soignant les accueillait difficilement. Selon Christian Masaba, "les infirmiers avaient peur de nous et d'être infectés en nous approchant". Il poursuit "Avec l'aide du Programme national de lutte contre sida (Pnls), Ucop a parlé aux médecins chefs de zone et directeurs d'hôpitaux ciblés pour qu'ils nous traitent comme tous les autres malades". Ils y reçoivent uniquement des Arv ; les médicaments associés sont à la charge des malades.

En outre, le suivi biologique qui permet aux médecins de prescrire, le dépistage, et autres

tests, jadis gratuits dans ces structures sont payants. "Chaque fois que je fais le test sur l'évolution du virus (test CD4, ndlr), je paie 10\$ et 1000 Fc (1,1\$) pour les autres tests", témoigne Ma C, infirmière journalière dans un centre de santé de Tshopo, qui l'a fait à deux fois en novembre.

"Le gouvernement doit intervenir pour lutter contre le VIH/Sida..." ainsi a lancé Christian Masaba, au cours de la célébration de la journée mondiale du Sida, le 1er décembre. L'Etat n'intervient qu'à 3% du budget, ajoute-t-il. "C'est insignifiant, réagit le Dr. Daniel Kazadi, chargé de prise en charge au PNMLS, ça ne peut payer que les primes de risques, les salaires des médecins,..." Pourtant le Fond mondial milite pour que les Etats participent à 15% aux budgets consacré à la lutte.

Trésor Boyongo

## ABONNEMENT

Pour encourager l'équipe des journalistes de Mongongo dans leur travail de vous informer régulièrement en toute indépendance de ce qui se passe dans votre milieu proche, souscrivez un abonnement de soutien.

### Tarif des abonnements

- Abonnement ordinaire : 1 an (24 numéros) : 30 \$
- Abonnement de soutien : 1 an (24 numéros) : 50 \$ minimum

### Abonnements payables :

- Au journal Mongongo, 1/A, Avenue Tshatshi à côté de Bego Congo, Commune Makiso

Mail : journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

- Gertrude Nabiata, +243 (0) 85 338 06 84.

- Jimmy Bakelenge, +243 (0) 85 338 93 25.

- A Syfia international, 20 rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, France

Tél : 33 (0) 4 67 52 79 34 Fax : 33 (0) 4 67 52 70 31

Mail : leplaideur.ilb@wanadoo.fr

### Références bancaires :

Compte SYFIA INTERNATIONAL Assoc. à la BFCC de Montpellier

Code RIB : 42559 - 00034 - 21027811202 - 40

IBAN FR76 4255 9000 3421 0278 1120 240 BIC CCOP-FRPPXXX

ou Chèque bancaire à l'ordre de SYFIA INTERNATIONAL - Libellé en Euros

## REPORTAGES DE QUARTIER

### Commune Lubunga : le pont Kalema coupé

Le pont situé sur la rivière Kalema sur le boulevard Hasan II dans la commune Lubunga, sur la rive gauche du fleuve Congo a cédé il y a quatre



© Mongongo

mois. Les travaux de construction lancés en octobre par l'Office de voirie et drainage (OVD) sont arrêtés. Pourtant selon le bourgmestre de cette commune, ils devaient prendre fin avant les élections car le gouvernement provincial a débloqué les fonds nécessaires. Le Directeur Provincial de l'OVD, qui n'affirme pas avoir reçu tous les fonds nécessaires appelle cependant la population de Lubunga au calme "le gouverneur est un homme de parole comme il s'est décidé de construire ce pont il va l'achever. Certainement les travaux vont reprendre dans un bref délai après ces élections" souligne-t-il.

Ce pont est la principale voie d'accès à l'hôpital général de référence de Lubunga. L'évacuation des malades vers cette institution médicale est aujourd'hui difficile. L'ambulance fait un détour de 3 km en passant par le camp militaire de Lukusa. Certains malades préfèrent désormais consulter un centre de santé moins sûr qu'aller à l'hôpital. Pour Péshe Wangongo, un habitant du coin, le boulevard Hassan II devrait retenir l'attention des autorités car c'est l'unique route asphaltée de cette commune, qui va non seulement à l'hôpital, mais aussi au camp Lukusa de grande renommée pour la formation des militaires.

Christian Uzilo

### Commune Lubunga : barrières et péage route inquiètent les habitants

Lorsqu'on débarque d'une pirogue ou du bac aux beaches Anaflukis (Association des navigateurs fluviaux de Kisangani) des pirogues motorisées, des agents de l'ordre en tenue civile se présentant comme étant du renseignement militaire soumettent tout bagage à une fouille systématique. Sacs en plastique, valises, cartons et autres colis... de certaines personnes jugées suspectes sont vérifiées. Curieusement, ce contrôle n'est pas effectué sur l'autre rive à la commune Makiso. Certaines personnes n'obtempèrent que lorsque ces agents déclinent leur identité. Pour gagner du temps, des voyageurs et les camionneurs n'hésitent à glisser de l'argent (2000 fc à 4000 fc) à ces agents. Le bourgmestre de commune, qui reconnaît quelques tracasseries, estime qu'il est normal de fouiller les bagages à l'entrée de chaque entité pour éviter la circulation des armes de guerre.

A toutes les entrées de la commune Lubunga, des barrières sont installées.

## LA VILLE EN BREF

### Un incendie détruit quatre appartements à la Tshopo

7 décembre, un incendie a détruit tous les biens de quatre blocs d'une maison ONL (Office national de logement) sur la 12<sup>ème</sup> avenue Tshopo. Grâce à l'alerte d'une voisine, un quadragénaire avec son petit fils ont été sauvés, d'autres voisins ont extrait de justesse un congélateur, un téléviseur et une moto.

Selon le chef de ce quartier Lubumbashi, c'est le deuxième incendie sur cette avenue en une année. La police a retrouvé des bidons calcinés qui auraient contenu de l'essence. Le maire de la ville, Augustin Osumaka, invite la population à ne pas garder de l'essence, kérosène, mazout... dans les maisons et de toujours débrancher les appareils électroménagers en cas de coupure du courant.

Francine Songo et Judith Basubi, stagiaires de SIC/Fac des Lettres/Unikis

### "Chaque famille, un arbre"

5 décembre : pour célébrer la journée mondiale de l'arbre, le Coordonnateur urbain de l'environnement, Lifindi Walo, a planté symboliquement un arbre sur la Place de l'arbre sur l'avenue du 30 octobre dans la commune de Makiso. Il a demandé à chaque famille de planter un arbre dans sa parcelle pour l'oxygène,...

Selon Itino Bin Rachid, secrétaire au service de l'environnement, il est interdit de couper un arbre même dans sa propre parcelle sans l'autorisation du service de l'environnement. Le coupable encourt une peine de trois mois d'emprisonnement et une amende.

Francine Songo et Judith Basubi, stagiaires de SIC/Fac des Lettres/Unikis

A 8 Km sur la route Opala, les usagers s'arrêtent pour la fouille. "C'est pour assurer la sécurité de la population. Nous avons découvert une arme qui partait vers Opala au beach Anaflukis", explique Agelenga Udaga, bourgmestre de Lubunga.

Certaines barrières existent à l'intérieur de la commune même comme celle du Fonds national d'entretien routier (Foner) au PK 3 sur la route Ubundu, à proximité du camp militaire Lukusa. Cette situation pénalise les transporteurs des graviers, sable, limonite qui sont soumis au péage route comme un chauffeur qui vient d'Ubundu à 125 km. Ce qui est inconcevable pour Jean Claude Esuka, ministre provincial de l'Agriculture et natif du coin. Pour le maire de la ville, l'option de délocaliser ce poste à 19 km est déjà prise. Il ne reste que la décision du gouverneur.

Christian Uzilo

### Commune Mangobo : le cimetière de Segama sous les eaux

L'eau est omniprésente dans le cimetière de Segama dans la commune Mangobo : les pluies de ces derniers mois ont saturé la terre et l'absence de caniveaux ne permet pas leur évacuation. Ceux qui viennent y enterrer leurs défunts pataugent dans l'eau stagnante, marchant difficilement dans les chemins entre les tombes, voir sur les tombes elles-mêmes dont beaucoup s'écroulent. Selon Ibala Ilouaya, le préposé du cimetière, les gens sont mêmes obligés d'évacuer les eaux avant d'inhumer le corps.

Pour l'éviter certains enterrent leurs morts aux abords de la route rétrécissant ainsi le passage et contraignant les autres à porter le cercueil à dos d'hommes.

En outre, la place manque car "une partie (4 ha) est occupée par des constructions anarchiques", déclare Didier Lomoyo, bourgmestre de la commune Mangobo. A deux mètres des tombes, on voit des maisons, elles aussi inondées en cas de pluie.

Depuis novembre, un nouveau site pour le cimetière est en cours de défrichi-



© Mongongo

ement à 1km de là vers la SEP Congo. Mais il n'y a pas de route. "Il nous faut un bulldozer pour tracer la route", affirme Didier Lomoyo, qui espère que d'ici la fin de l'année ce site sera opérationnel. L'ingénieur Roitelet Musafiri, coordonnateur de l'Ong Action cimetière, estime qu'un cimetière "doit être clôturé, avoir un parking, de l'électricité, des toilettes, des caniveaux de drainage des eaux de ruissellement. Le cimetière doit être divisé en secteurs et les tombes doivent être numérotées, avoir des ouvriers d'entretien, et disposer de croques morts".

Trésor Mokiango

### Hommage à Jean Janvier Ndumba, grand défenseur des albinos

Le 2 décembre, les activistes des droits humains et les personnes handicapées, albinos étaient dans l'émoi. Jean Janvier Ndumba, président de l'Association pour la protection de la personne albinos venait de s'éteindre des suites d'une courte maladie. Il a contribué à la création des associations des albinos dans les autres provinces du pays. La société civile de Kisangani reconnaît en lui un homme démocrate et courageux dans ses initiatives. Né en 1968, l'illustre disparu a construit sa réputation dans la promotion et l'intégration sociale des albinos. Les téléspectateurs et les auditeurs retiennent ses émissions de prise de conscience et de l'estime envers l'albinos. Le père Martin Koning, président du centre SIMAMA, larmes aux yeux, a déclaré que le dispensaire dermatologique en construction portera le nom de Jean Janvier Ndumba pour immortaliser ces efforts pour les albinos. Son caractère combatif, sa pugnacité, son manque de complexes sont des exemples à suivre, de même que la manière dont il a su mener de front sa vie familiale, ses activités sociales, sa carrière professionnelle, ses engagements associatifs, dans un inépuisable amour pour les autres.

Après sa carrière d'enseignant à l'institut Saliboko de la commune Tshopo, il est engagé en 2011 comme agent au centre SIMAMA pour la rééducation de la personne vivant avec handicap. Il a été tour à tour vice-président et secrétaire dans la coordination des personnes vivant avec handicap. Le 28 novembre dernier Jean Janvier Ndumba, il avait réussi à déployer 60 observateurs électoraux albinos. Il fut aussi un fervent membre du Renouveau charismatique à la paroisse Christ-roi à la commune Mangobo. Il laisse une veuve et cinq orphelins.

Paix à son âme

Esther Bofobo, stagiaire de SIC/Fac des Lettres/Unikis

# Tout est bon pour s'évader de la prison centrale

**Les détenus de la prison centrale de Kisangani sont remplis d'ingéniosité pour s'évader, favorisés par la vétusté des bâtiments : ouvrir des brèches dans les murs, se faire porter malade, corrompre les gardiens ou provoquer des émeutes... Des réponses à la lenteur de la justice qui laisse les prisonniers croupir sans jugement.**

À la veille des élections, le dimanche 27 novembre, une émeute s'est déclarée à la prison centrale de Kisangani. Selon ses responsables et la division de justice, tout est parti de l'insoumission d'un détenu militaire refusant de rentrer dans sa cellule à l'heure prévue car il allait à la douche mais qui y a été forcé par les brigadiers. Les autres détenus militaires se sont alors bagarrés avec ces gardiens soutenus eux par les détenus civils. Une violente altercation à l'aide des briques, pierres et autres armes blanches s'en est suivie. *"J'ai trouvé mes enfants enfermés dans la maison. Ils ont fui les briques qui provenaient de l'intérieur de la prison"*, témoigne cette femme dont la maison côtoie le bâtiment pénitencier. Selon les changeurs de monnaie et revendeurs des cartes de crédit en face de la prison, c'est vers 17h que les policiers avec ou sans protection ont ceinturé le bâtiment et maté les révoltés à coups de gaz lacrymogène. Deux heures plus tard, les blessés recevaient des premiers soins de la Croix rouge et 13 d'entre eux ont été transférés à l'hôpital général de Makiso sous escorte. Dans la prison, la deuxième grille en bois a été brûlée et le dispensaire récemment réhabilité par le Comité international de la croix rouge (CICR) carrément saccagé.

## "La justice est lente"

Restant longtemps sans être jugé, les détenus font tout pour recouvrer la liberté. Le mercredi 30 novembre, un auditeur et un magistrat venu s'enquérir de la situation des détenus ont été séquestrés dans la prison et eu la vie sauve grâce certains prisonniers dont quatre ont tenté en vain de se sauver profitant de l'occasion. Selon le directeur de prison, certains détenus ont fait déjà plus de trois ans en prison. *"La justice est lente et on détient même pour des faits bénins"*. Quatre prévenus sur une quarantaine inscrite au rôle pour la dernière audience tenue devant la prison sont passés devant le juge. Ces audiences ont lieu tous les vendredis. Une soixantaine des 493 prisonniers restants sont condamnés. Pourtant, plus de 30 magistrats ont été récemment nommés. Mais ils sont peu visibles à la prison, informe-t-on. Selon ce défenseur des droits de l'homme, certains sont motivés à y passer pour des dos-

siers très juteux. Et *"d'autres y envoient les gens pour négocier avec eux des cautions de liberté provisoire"*, ajoute-il.

La loi prévoit que le procureur inspecte au début de chaque mois.

## Une prison hors normes

Construit dans les années 1920, ce bâtiment non clôturé ne répond plus aux normes. Les détenus extraient des briques des murs pour s'enfuir, ces trous colmatés avec du ciment sont visibles. Ce défenseur des droits explique que quatre sur une dizaine de cellules sont opérationnelles. Les autres, sans toiture, laissent tomber des briques. La nuit de la révolte, on compte une trentaine d'évadés qui sont passés par un trou fait de l'intérieur dans le mur de la façade arrière, pourtant entourée de policiers. Et deux autres à l'hôpital comme ce fut le cas des neuf qui avaient disparu en 2010 à l'hôpital faute de garde. En vain un autre groupe a tenté de s'échapper par un autre trou dans le quartier de femmes. Ainsi, celles-ci ont passé quatre jours dans les cellules des mineurs. La sécurité y fait aussi défaut. Certains policiers négocient avec les détenus des occasions de fuite comme faire de petits travaux en dehors de la prison, échanger l'uniforme de police, ruser en se faisant passer pour malades afin de s'échapper une fois transférés à l'hôpital.

En 2010, le sol, la toiture, les murs des deux dortoirs, la cuisine, les latrines et les fosses septiques, les plomberies... du côté hommes ont été réhabilités par le CICR. De même, le home de femmes par Caritas international au cours de la même année. Depuis septembre dernier, le gouvernement national prend en charge l'alimentation après un an d'assistance du CICR. Mais il reste à faire.

La division de la justice est impuissante faute de moyens ni même de frais de fonctionnement. La situation carcérale est quasi oubliée, pourtant une visite de l'autorité provinciale doit être effectuée chaque trimestre, selon l'article 25 du régime pénitencier. Les autorités n'interviennent qu'en cas de problème. *"On a bouché les récents trous grâce à l'aide du général de la police qui nous a remis trois sacs de ciment et 10 cadenas"*, assure le directeur de la prison.

Trésor Boyongo

# Les élections et la crue du fleuve font flamber les prix

**Sur les marchés, la plupart des prix des denrées alimentaires ont doublé ces dernières semaines. A l'habitude raréfaction des produits vivriers durant cette saison de montée des eaux du fleuve Congo, s'ajoutent cette année les élections qui ont occupé les agriculteurs et leur font craindre actuellement de se déplacer.**

Sur les marchés de Kisangani, les prix de presque toutes les denrées alimentaires ont doublé voir triplé ces dernières semaines. La hausse qui avait commencé fin octobre au début de la campagne électorale s'est accentuée depuis le 28 novembre, jour des élections. Avant les scrutins, des paysans et commerçants ont participé aux activités de campagne des candidats qui distribuaient parfois vivres et argent et se sont rendus chez eux pour voter. *"Depuis une semaine avant les élections les pirogues et commerçants ne viennent plus"*, s'inquiète Élise Batoko, une vendeuse qui attend impatiemment l'accostage d'une pirogue de marchandises au Beach Jaloux-Jaloux avec d'autres femmes. Selon le président de l'Association des jeunes commerçants de Bambane PK 24 sur la route Banalia, certains paysans se reposent après plusieurs aller et retour à Kisangani durant la campagne électorale.

D'autres évitent de circuler craignant les tracasseries de certains agents de l'ordre qui n'hésitent pas à estimer en infraction ceux qui n'ont pas voté. Selon Willy B. qui fait partie d'un groupe de jeunes paysans d'Isangi à 125 km en aval du fleuve à la capitale provinciale, *"plus de sept barrières sont érigées par les policiers. Ils contrôlent l'encre indélébile sur le doigt pour confirmer que vous avez voté. Cela fait peur aux paysans"*.

## Production agricole faible

Les élections ne font qu'accentuer les pénuries fréquentes chaque fin d'année, quand les eaux du fleuve montent. Les pluies récurrentes ralentissent la production agricole, les inondations abîment parfois les cultures. Cette période est aussi consacrée à l'entretien des champs. *"L'huile de palme a toujours été rare en décembre"*, explique un jeune de



© Mongongo

Bambane sur la route Banalia. En outre rappelle Florian Shulungu, gérant du marché IAT *"les gens voyagent rarement pendant la crue. 17 noyades ont été enregistrées pour le seul mois de décembre"*.

Résultats : pas de pirogues dans les ports et des étals vides. Les rares produits se vendent très chers. Au marché central, un tas de tomates fraîches qui se vendait à 50 fc revient 10 fois plus cher; le prix de la botte de "pondu" a doublé. Au marché communément appelé Spiro vers Simi Simi, la bouteille d'huile se vend à 1000 fc au lieu de 450 fc prix avant les élections. Peu de produits arrivent des localités environ-

nantes. *"Depuis trois jours, je ne trouve pas les marchandises"*, regrette une commerçante rencontrée au port de Dokolo. Sur la route Banalia, consommateurs et commerçants épient tout véhicule qui passe en quête de braise.

Le prix des produits vivriers venant de l'Est suit la même hausse : le kilo de pommes de terre est passé de 800fc à 1500 fc. Le litre du carburant atteint lui 2300 fc car l'essence est rare. Selon la SEP CONGO, entreprise qui approvisionne la ville, un bateau est en route. Mais depuis cinq ans, la ville fait fréquemment face à cette pénurie d'essence.

Hortense Basea

# Manso mazali malamumu mpo ya bokimi ndako eyindo enene ya Kisangani.

**Bakangemi ba ndako eyindo enene ya kisangani bamilengeli malamumu mpo ya bokimi. Manso mana mapesami libaku zambi ndako ena esila kowumela uta ekelama : bifelo bitia mokaka, bokosi malali, bopesi kanyaka to madesu ma bana to boti mobulu...Biyano byabowumisi bosambisi ma baibosembo makambo maye mazali kosala te bakangemi bawumela o boloko na tango ya bosambisami.**

Omalengelemi ma maponami, ezala ya mokambi y' ekolo to ya ba ntoma y' ekolo o mwa sanza ntuku ibale na sambo sanza ya zomi na moko mobu nkoto ibale na zomi na yoko moye tozali na mwango, mwa mobulu moke momonisamaki wana o ndako eyindo enene ya kisangani. Ndenge elobaki ye Mokambi wa Division ya Justice, manso mabandaki o bozangi botosi na taka ya moko bakangemi ba boloko ya basoda oyo aboyaki kozonga o eteni ya ye ya ndako na ngonga esengelemi pampba te ezalaki ye kokende o kikoso komisukola. Nzokande bakengeli ba motindaki na makasi te azonga na lombangu. Epayi esusu boko basoda bakangemi basali mobulu mpe babundaki na lisalisi lya boko basusu bakangemi ba civils na bakengeli ba boloko. Bowelani bokasi bozalaki wana : "biliki, mabanga mpe bibundeli bisusu ndenge na ndenge bi mononoki" "nakutaki bana ba ngai bakangemi o ndako bakimaki biliki to mabanga kouta o ntei ya boloko"; elobi mwasi moko mofandi o nzinganzinga ya boloko. Ndenge elobaki basombitinyi mosolo to "ba cambiste" mpe bateki unités, bazwami o boso bwa libanda lya boloko, ezalaka o ngongo ya zomi na sambo o nsima ya nzanga nde bamonaki ba pulusu kozinga libande lya boloko mpe kosukisa mobulu na bobeteke bombe ike ya bobimisi mpinzoli. Sima ya ngonga ibale baye bozoki mpota bazwaki mino ya croix-rouge mpe zomi na basato o tei ya bango babatindaki o lopitalo lonene ya Makiso. Nzokande ontei ya boloko ezipeli enene ya mabaya ezikaki elongo moko na lopitalo loke (dispensaire) loye lobongisamaki na croix-rouge.

**"Bosembo bozali kasalema na moi na moi"**

Na botalaka 'te bosambisami bozali kowumela, bakangemi bazali kosala manso 'te bazwa bosomi bwa bango. Mokolo mwa mosala misato mwa sanza ntuku isato sanza ya zomi na moko, moko wa ba zuzi ya auditorat mpe wa ba civils bayaki kotala mpe koyeba ndenge makambo ma bakangemi mazali koleka o boloko, banyokwamaki mpe babikaki zambi lya lisalisi lya boko basoda banei baye balingaki kokima o libaku lina kasi bakokaki te. Ndenge elobaki dikitele ya boloko enene, boko bakangemi basila kosala mibu misato na ntango ya bosambisami. "Solo bosembo bozali kasalema na moi na moi" "bakangemi basusu bakoto boloko mpo ya makambo make mpamba" bakangemi banei pamba likolo na ntuku inei na ndambo nde bakotoki o molongo mwa basambemi o bosambisami boye bosalemaki oboso lya boloko, bangonde balekaki o boso bwa ba zuzi. Bosambisami bona bazalaki kosalema mikolo miso mwa mosala mitano. Bakangemi ntuku motoba na ndambo likolo lya nkama inei na ntuku libwa na misato nde bazwaki etumbu. Nzokande ba magistrats ntuku basato ba

sika bautaki kotindama na mbulamatarari. Kasi bazali kokoma noki noki o boloko te. Ndenge eyebisaki moko wa balobeli bwa makoki ma bato, ba magistrat bakokomaka o boloko kotala makambo ya bakangemi bobele soki bayebi 'te bakoki kozwa mbano. Basusu bakotinda bato mpo ya koyokana o mambi matali mosolo mwa kofuta mpo ya bozwi bonsomi mpo ya mwa eloko. Nzokande mobeko mosengi 'te procureur alekaka o libandeli lya sanza na sanza.

**Boloko ezanga mibeko**

Uta ekelama o mobu nkoto yako nkama libwa na ntuku ibale (1920) ndako eyindo ya kisangani eye ezanga lobala esila ngala. Engebene na mibeko mya boloko bifelo bilemba, bakangemi bakobuka yango na bolembu mpo ya bokimi atako mpe soki babamba malusu mana na "ciment". molobeli wa makoki ma bato ayebebi 'te minei ikolo lya zomi na mbuka ya biteni ya boloko nd'ezali kosala. Iye itikali, ezanga motondo, manzanza mazali te mpe ekokweisa biliki. O butu bona, bakangemi ntuku basato na ndambo bakimaki o lilusu litiamaki o efelo o ngambo ya sima ya boloko wana ko bapulusu bazingi. Babale basusu o lopitalo mpe bakimaki lokola mbala eleki mpo ya bazangi mafulumu ya bokengi. Lisanga lisusu lya bakangemi liyelingaki kokima kasi likokaki te o lilusu liye lizwamaki o eteni ya basi. na boye basi balalaki mikolo minei o eteni ya bilenge. Bokengi bozali te. Boko bapulusu bazali koyokana na bakangemi mpo na kozwa libaku lya bokimi o libanda lya boloko, bosombitini bilamba bya bapulusu, kokosa maladi bobele" 'te bakima soki batindi bango o lopitalo.

O mobu nkoto ibale na zomi, mabele, motondo, bifelo ya esika ya bolali ya babali, nkuku, ndako ya zongo linene mpe libulu lya bosoto bwa zongo, ibongisamaki na lisanga ya CICR. Ndenge moko mpe lokola o ngambo ya basi na CARITAS internationale se o mobu mona. Uta sanza ya libwa, mbulamatarari azali kasalisa mpo ya bilei sima lya lisalisi ya CICR kasi esangeli te esala naino mingi koleka.

Division ya justice ezali kokoka te zambi lya bozangi makoki. Likambo lya bakangemi to boloko lizali lokola libosanami nzokande esangeli te o sima ya sanza isato mokambi ya etuka asangeli kolekaka o boloko engebene na mobeko 25 ya mambi matali bakangemi. Bakonzi bakomononoko nse o n'tango ya likambo. "Malusu ya mikolo miye mazipami na lisalisi lya général ya pulusu oyo apesaki sacs isato ya ciment mpe cademat zomi" elobaki dikitele ya boloko.

Trésor Boyongo

## Bakoni ba sida basalisami kasi bazangi lisungi

**Uta mobu moko bakoni ba sida baye bazali kozwa mino mwa ARV motango mwa bango mokomi pene na nkoto yoko na nkama mitano. Manaka to masanga mayike mazalaka kosunga bango bakanga mpe l'etat lokola akanga maboko.**

Maman L, pene ya mibu ntuku isato na ndambo, mpe maman ya bana motoba oyo azali naino na bébé akuba o maboko, azali na SIDA. Kasi kobanda mwa sanza ileki, ayebebi lisusu te ndenge mikolobe ya VIH mizali kotambola o nzoto yaye zambi lya bozangi mo-

ngai te nazali kokondo mpo ya makanisi (souci) ya kosala manso ngai moko na tango ya lisalisi" elobaki ye na mongongo yakomilela mpe ya mawa. "Ezali nzela ya kulusu mpo ya bakoni ba sida. Okoki kozwa mono ARV malamumu kasi soki ozali kolia te, okoki kokweya senza" elimbolaki maman C, oyo akufela mobali mpe azali na bana banei. "Moko wa moninga wa ngai ameleke lisusu te tango azali na biloko ya kolia te" elobi maman L. "Kala, bazalaka kozwa lisalisi lya bilei o ngambo ya yoko masanga ya masalisi bakoni ba sida; basusu bazalaka kosunga mpo ya kotangisa bana. Basusu basungamaka na boyekoli kotonga bilamba mpe kotula sabuni mpo ekoka kosunga bango. Kasi mikolo miye eloko moko ezali kasalema te zambi lya bozangi makoki" elobaki Stanis Wemba. Lisanga UCOP lizali kobika na mwa atelier yabango ya botongi bilamba mpe ya bureautique.

**Bozwi lisalisi kpokoso**

Masanga mayike ma lisungi lya bakoni ba sida, mingi otei ya bango bakanga bizibeli, to mazali kasala na ndenge ya kala te. Lisanga linene lizalaki nde ya GTZ liye lizalaki kosunga ntuku libwa likolo lya mokama ya bakoni. Uta wana, bato basalaka lisusu depistage te o centre ya santé pamba te basangeli kofuta. Mateya matali sida mazali lisusu mingi te to mazali kopesama penza te. O commune ya Mangobo, lisanga "Parlons sida" lizali naino kino sika kosunga mwa moke na ntoli, na molimo mpe bizaleli, bofuti fakitili ya mino ya boko bakoni, koleisa mwa ndambo ya bango, kotangisa bana bitike... kasi makoki mazali make makokoka te kosunga na ndenge ebongi. Ndakisa mbula eleki basungaki bitike nkama na ntuku mibale na mwambe kasi na mobu moye o ntei ya bana ntuku misato na mwambe pamba nde batangisi bango.

Bana baye bazali konyokwama mpo ya kobika na bango mbala esusu GTZ akotinda bango o centre de santé ya pene mpo na lisalisi. Kasi sima ya sanza isato ya bokangi bizibeli bya bango, minganga bayambi bango lisusu malamumu te. Ndenge elobi Christian Masaba "mafulume bazalaki kabanga biso mpo ya koyambisama na bokono soki babele mi na biso" mpe abakisaki "na lisungi lya PNMLS, UCOP alobaki na minganga bakonzi ba zone ya santé mpe minganga bakonzi ba mapitalo mabyangami mpo te basunga biso lokola bakoni basusu banso" bazali kozwa bobele ARV kasi mino misusu, bakoni ba sida bango mei bafuta.

Epai esusu kolandela bomoi bwa bango oyo ekokaki kolingisa minganga 'te bakoma mino misangeli, basala depistage mpe bizame bisusu biye bizalaka kala ya ofele, ekomi sik'awa kofutisama. "Mbala nyoso nazali kofuta dollars zomi mpo na ba examens bina, mpe 1000 fc mpo na ba examens bisusu", elobaki lifulumu ya mwasi moko wa bakoni ba sida oyo akosalaka na yoko centre ya santé ya tshopo oyo asali bongo mbala mibale na sanza ya zomi na yoko mobu moye tozali na mwango.

"Mbulamatari esangeli kosala manso mpo ya kobundisa bokono bwa sida" mbela ya Cristian Masaba o mokolo mwa milulu mya mokolo mwa molongo ya bobundisi bokono bwa sida mpamba te lisungi lya mbulamatarari lizali nse ya misato likolo lya mokama o budget ya ekolo "ezali moke mpenza" elobaki o libaku lina dokotolo Kazadioyo atali mambi ma bosungi bakoni ba sida wa PNMLS. Mosolo mona mokoki kofita nse prime mpe lifuti lya bango. Nzoka nde fond mondial ezali kosala manso 'te bikolo binso bikolisa mosolo mokoki na zomi na mitano likolo ya monkama na budget ya bango na likambo litali bobundisi bokono bwa SIDA

Trésor Boyongo



solo mpo ya bosali ba examens ya monganga. Mpo azwa kisi ya mwana mpe oyo yaye, esangeli azala na mosolo nkoto ntuku ibale ya fc to 20 000FC oyo ekokani na (22,2\$) sanza na sanza. Akozwa mosolo wapi mpo afuta ndako, atangisa bana baye basato, aleisa bango. Babale baye azalaki kotangisa bango ye mei bazali lisusu kotanga te. Azali kobika na mwa kopo ya madesu moko mpe loso oyo azali kodefa mpo alia. Libiki lya ye lizali bobele mwa mosala mwa boteki restaurant babengi malewa eye ezali kopesa mwa mbano ya dollar moko to mibale mokolo na mokolo. "Ndenge ozali komona ngai awa ezali nzoto ya

# Kazi zilizoanzishwa na wagombea zimechelewa

**Kisha uchaguzi (élections) wa 28 novemba, rahia wameogopa kuona kazi zilizoanzishwa na wagombea kuchelewe na zile zilifanywa haraka haraka kukosa kugawia.**

Siku chache mbele ya kampeni kuanza mpaka ilipoanza, wagombea wa kiti cha bunge walitoa upesi upesi zawadi kwa rahia ili kujipendekiza. Kuna wakati walitoa msaada kwa rahia kutokana na yale serkali ilishindwa kufanya miaka mitano iliyopita. Wamoja kati yao walijenga vilalo vidogo vidogo, masomo, hospitali ; wengine walitoa transformateurs na singa kwa umeme (courant) kurudia ama kutiwa mitaani yaliyokosa

Jean-Louis, mkaaji wa 3<sup>ème</sup> avenue.

Vilalo bado kumalizika upande wa avenue Basonge, Plateau Boyoma, katika mtaa wa Makiso... Upande wa kwenda makaburi ya Katanga mtaa wa Lubunga, ngambo ya bahari, kilalo kimejengwa kwa mbao nyepesi na ni kifupi bila kufika mwisho. Mbele ya kazi kuanza, association Campus ilikataa kilalo cha mbao kujengwa. “Tuliwaomba kilalo cha béton armé na

kama sivyo wasifanye kazi ya hovyo”, amesema kwa kisirani kijana mmoja. Kuvuka hapa kwenda makaburini inaomba kupita ndani ya maji sanduku ya maiti mabegani.

Fasi nyingine ni ahadi (promesse) ya courant ambayo bado kutimizwa. Cabine ya E.P. Mwangaza ilitiwa transformateur tangu mwezi mzima, mpaka leo courant bado. “Tulitia mtu alale ndani mpaka SNEL imalize kazi. Inaomba kuvumilia”, amesema suppléant wa mgombea aliye fanyisha kazi hiyo.

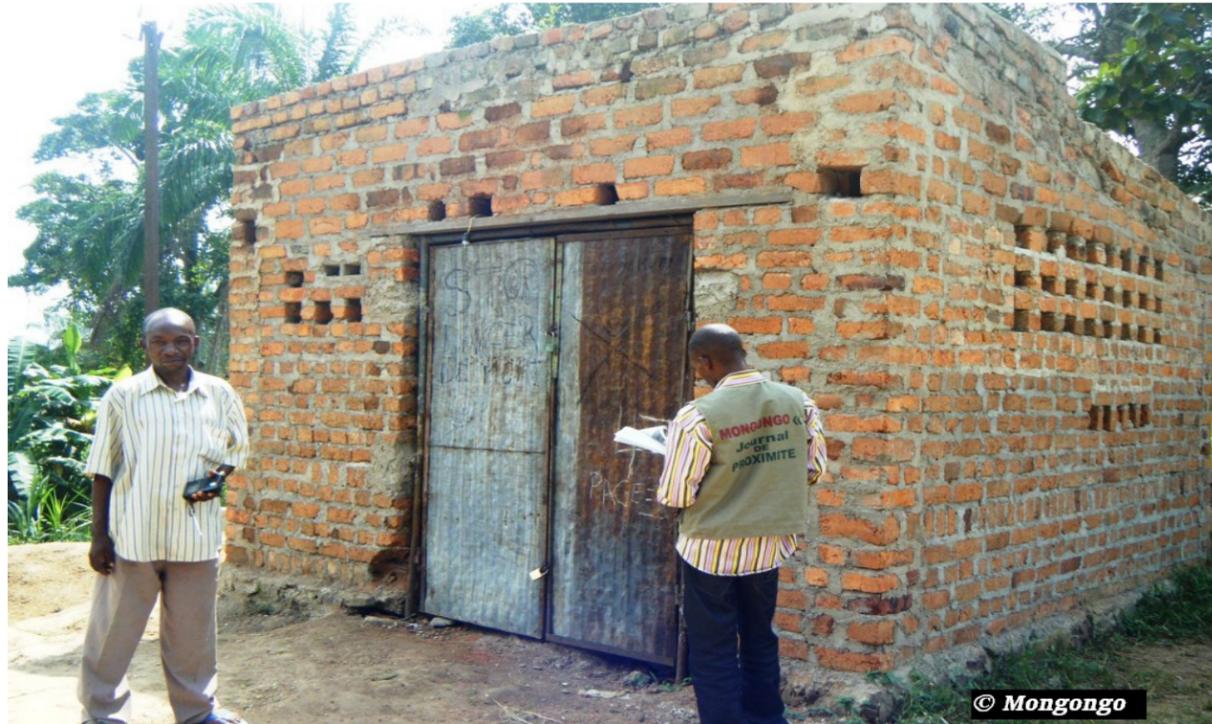
Kamba ya courant iliyotolewa na wagombea mitaani haitoshe. “Zamani tulitumia kamba ya wazi yenye hatari ya kufa”, amekumbusha bwana mmoja kumsema mgombea. Transformateur haute tension kwenye cabine ya quartier Wagenia huko Lubunga bado kutumiwa sababu ya kukosa kamba. “Alitusema kuwa kamba na transformateurs inne kwa ajili ya quartiers ingine itatoka Kampala”, amesema mzee zamu wa cabine hii.

## Kazi zasifiwa na rahia

Rahia wameomba kazi fulani ili kumchagua mgombea. Kazi yenyewe ikiisha ni sifa kubwa kutoka rahia. Leo kisha vilalo kutiwa pikipiki na

magari uanza kupita. “Zamani ajali (accidents) ilikuwa nyingi hapa sababu ya mbao moja iliyotiwa kwa watu kupita. Aksanti kwa mgombea aliyetia kilalo”, ameshukuru mwanafunzi huyu wa 1ère avenue Tshopo. Rahia wa avenue Kiwele, pande za SOKIMO na wale wa camp Q.G. wamepata courant kisha miaka 3 ya giza. “Tuliomba godoro (matelas) na mgombea huyu akajenga maternité ya vitanda 25”, amesema kwa furaha Marie-Jeanne Bofando, kiongozi wa Foyer social ya Kabondo.

Christian Uzilo



© Mongongo

courant tangu zamani. Kuna kazi iliyofanywa kama desturi, lakini, kuna zinazochelewa. Rahia wamejiuliza kama kazi hii itamalizika ikiwa wagombea wenyewe wamekosa kupita

## Kazi zimelala

Upande wa 4<sup>ème</sup> avenue Kabondo, kando kando na camp Ketele, kilalo kidogo kilijengwa na mgombea mmoja. Sasa bado kuisha. “Hapa uchaguzi umeisha nani atamaliza kazi hii ikiwa mgombea huu atakosa”, kajiuliza

# Mashahidi waangalifu ni wengi lakini wenye upendelevu

**(Syfia Grands Lacs/Kisangani) Mashahi (témoins) kutoka vyama vya kisiasa walikuwa wengi katika vituo vya kura (bureaux de vote). Kazi yao ilikuwa kuangalia ginsi kura inapita. Lakini walikuwa wakiwashawishi wapiga kura (électeurs). Ijapokua mchoko walifata kwa makini (attentivement) hesabu ya kura (décompte des voix).**

Novemba 28, pa 5 h du matin (saa 11 ya asubuhi) mashahidi kutoka vyama vya kisiasa walianza kufika wengi kwenye vituo vya kura (bureaux de vote) mjini Kisangani na kandokando. “Msianze bila sisi kujua”, mmoja wao amewalalamikia watu wa CENI waliokua wakipanga vyombo vya kazi kwenye E.P. Mikaieli kilometa 17 (bangboka). Mashahidi wengine walifika kisha uchaguzi kuanza.

Katika vituo vya kura (bureaux de vote) vyote viongozi waliona tabu kuwaongoza mashahidi. Kwenye E.P. Mikaieli. Bance mbili iliyowekwa juu yao ilijaa. Kiongozi wa CENI akawaomba kupishana.

Upinzani (opposition) pamoja na Majorité Présidentielle ilituma mashahidi katika vituo karibu vyote. Kuna bureau de vote vilivyokuwa na mashahidi wawili wasiojuana kutoka chama kimoja.

Wengine walivaa beji (badges) waliopewa na CENI wasiojua jina la chama lao wakati kiongozi wa kituo aliwauliza. Wengi kati yao walikuwa wakishangaa shangaa (inactifs). Kwenye E.P. Limanga mtaa wa Mangobo, shahidi mmoja akalala kabisa. “Utasema nini mkubwa wako akikuuliza?”, kiongozi wa kituo akamuuliza. Wengine tena kazi kucheza na téléphones bila kuandika kitu. Wengine badges na cartes d'électeur majina mbalimbali. “Baada ya kukosa kujua taratibu (procédure) ya kura kati yao kuna wasiofundishwa kazi”, amesema kiongozi huyo wa kituo wakati akimkatalia kuingia shahidi kwa mashaka aliyopata kuona kitambulisho chake.

## Ilifaa kuwaongoza wapiga kura ku isoloir

Kwa ruhusa ya kiongozi wa bureau de vote, mashahidi waliwaongoza, hasa wale wasiojua kusoma na kuandika pamoja na wazee. Hao walishindwa kutambua nani wamchague, kwa kuwa masura, namba na majina ya wagombea bunge ilikuwa ku kartasi 8 ya kupigia kura (bulletin de vote) “Chef de centre alimpa ruhusa bibi

mmoja kuwaongoza watu 30 walioshindwa kupiga kura wenyewe kwenye kibanda (isoloir)”, alisema kwa asira bibi mwangalizi (observatrice) ku E.P. Mituku/Mangobo. Na kuona sheria inaruhusu hivi mara moja tu.

Kwenye vituo vimojavimoja mtaa wa Lubunga, ngambo ya bahari, mashahidi wengine walikua wakiwawumisha wagombea wao mbele ya wapiga kura. Kwenye kituo cha Lycée Mfaume bibi mmoja alichongea kwenye polisi kufatana na hayo. Pale Maele kuna mashahidi walioaga kuleta 5\$ kwa wapiga kura watakaowachagua wagombea wao. “Nilipotoka kituo akanipa 1000 Fc kuliko 5\$ tuliopatana”, amesema bibi mpiga kura mmoja.

Upande wa E.P. Maendeleo/Kabondo mashahidi walishimama kumadirisha na wengine wima kwenye isoloir. “Hapana hivi, mimi mwenyewe najua nitakayemchagua”, mzee mmoja alimjibu hivi shahidi aliyemfata kibandani. Kulikuwepo tena binti shahidi mmoja akivaa badge alifanya kazi ya premier assesseur – ya kuongoza watu kwenda kupiga kura. “Binti huyo amemsaidia tu. Premier assesseur ametumika polepole sana”, amefasiria kiongozi wa kituo.

## Kazi ya mchoko bila ya kula

Ilipofika mangaribi mashahidi wamoja wakaanza kulala ku bancs, mfano wa école Kabondo. “Tangu asubuhi sijakunya maji”, amelalamika mmoja wao. Lakini wagombea wachache na vyama vichache viliwakumbuka mashahidi wao kwa mkate, kopo ya sardine na chupa ya maji, mfano wa Fondation du Congo (FC), Fondation Bamanisa, biscuits na mfuko wa maji mfano wa Convention pour la République et la Démocratie...Malipo ya mashahidi wengine haikuenea hata franka ya transport waliokuwa wamelipa kutoka nyumbani kuja kituo ; kwao ni kama vile kazi ya kujitolea (bénévolat).

P.Mikwa, H.Basea, T.Boyongo, A. Makanisi, T.Mokiango, C.Uzilo, E.Mukuli

**MONGONGO** Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO  
journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

## Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

## Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél : +243 (0) 99 808 78 81

## Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Ernest Mukuli

## Correspondants en province :

**Isangi :** Joseph Bassay

**Ubundu :** Fidèle Utula

**Opala :** Aimé Césaire Efang

**Bondo :** Vermont Kote

**Isiro :** Richard Tandro

**Buta :** Collard Limbombe

**Bunia :** Ousmane Sylla, Serge César Ndahora  
Anualite Unyuthi

## Traduction

**Lingala :** Alexis Balingi

**Swahili :** Jean Fundi

**Dessin :** Roger Bamungu

## Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

## Commercial :

Gertrude Nabiata

Tél : +243(0)85 338 06 84

## Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

**Abonnement annuel :** (24 numéros) 30 \$.

**Abonnement de soutien :** 50 \$ minimum.

**Points de vente :** Bibliothèque centrale Unikis (Faculté de psychologie), Gradi-Jeunes, Alimentation Bana Bitungu, La poste, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussée Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas.